

Janvier - Mai 78

Mg 269

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
805 34 08  
ccp publico  
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 250 JEUDI 5 JANVIER 1978 3 F

hebdomadaire



## Espagne

### Après les pompistes et les travailleurs du spectacle

# les syndicats anarchistes avec les grévistes des grands magasins

## Editorial

L'actualité aura été marquée par deux faits importants: la prolifération des attentats et la grève des travailleurs de chez Michelin.

Il n'est pas un jour ou presque, sans que l'on apprenne qu'un nouvel attentat vient d'être commis, revendiqué ou non. Bien sûr, la presse bourgeoise saute sur l'occasion en ne considérant que le côté spectaculaire de ces attentats, sans donner réellement les motifs ou nom desquels il ont été commis, ce qui lui permet d'amalgamer facilement extrémistes de droite ou de gauche, régionaliste, écologiste, etc.

Cependant il faut être aveugle pour ne pas voir que les attentats se multiplient de plus en plus au fur et à mesure que l'on s'approche des élections législatives de Mars 78, que bon nombre de ces attentats sont commis par des fascistes, que bon nombre d'autres restent inexpliqués, ne tendant qu'à l'instauration d'un climat de peur toujours propice à l'acceptation d'un régime plus musclé.

Nous ne pouvons qu'être réticents vis à vis de ces attentats qui ne tiennent que peu compte de la situation actuelle, qui, lorsqu'ils ne sont pas l'œuvre d'une extrême-droite intéressée par ce climat de tension, se retournent contre le mouvement révolutionnaire et provoquent ou contribuent à renforcer une répression que l'on ne peut pas toujours contrer. A vouloir faire du spectaculaire, bon nombre deviennent des professionnels du spectacle.

\*\*\*\*\*

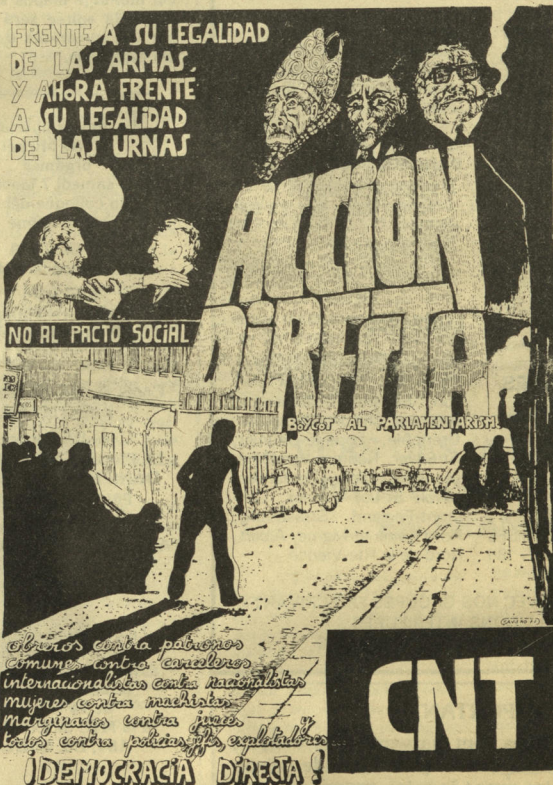
Les travailleurs de Michelin ont fait les frais, eux, du silence et du refus de négociation du patronat. Partis en grève pour une revendication originale, protéger leur temps de vivre, soutenus par la population locale, ils se sont confrontés à la même chose que ceux de la Naphta-chimie et autres: le mur du silence et les gendarmes.

Les syndicats adoptent alors la formule actuelle « Nous arrêtons la grève pour continuer la lutte sous d'autres formes », formule qui trompe les travailleurs et qui ne veut pas dire que depuis quelque temps les travailleurs, sans l'encadrement syndical, échouent dans leurs luttes et essuient échec sur échec.

Il est fini le temps de l'euphorie, la crise se creuse, le patronat et le gouvernement ne veulent plus rien lâcher à qui que ce soit, car s'ils lâchent du lest, la brèche serait dangereusement ouverte.

Cela permet à Barre de dire que les salariés ont soutenu l'action gouvernementale en acceptant la stagnation de leur pouvoir d'achat.

Nous le disons depuis les débuts de cette crise dans notre journal, dans nos meetings, la bourgeoisie va entamer durement le pouvoir d'achat des travailleurs (des usines ferment quinze jours pendant la fin décembre, des heures supplémentaires sont supprimées ou non payées, des horaires sont abaissés avec le salaire en conséquence etc...), la bourgeoisie va refuser les négociations, la bourgeoisie va faire payer aux travailleurs cette crise si ceux-ci ne se ressaisissent pas en jetant au panier le bulletin de vote, les ordres politicards, les grèves de 24 heures pour s'acheminer vers des moyens de lutte appropriés à la dureté de la classe possédante: l'action directe des travailleurs et la grève gestionnaire expropriatrice.



Après la signature du pacte de la Moncloa par les Commissions Ouvrières et l'UGT, la situation sociale espagnole aurait pu paraître aux yeux de l'observateur comme amorçant une période de relatif calme. Or il n'en est rien. Ces dernières semaines, sous l'impulsion de la CNT, les pompistes de Catalogne devaient gagner d'importantes victoires; les travailleurs du spectacle rentraient en grève. Aujourd'hui ce sont les travailleurs des grands magasins de Madrid qui refusent de payer les frais de la crise. On notera à travers toutes ces luttes la prépondérance incontestable de la CNT qui tend bien haut le drapeau de l'action directe et du syndicalisme offensif. Par ailleurs, plusieurs dizaines de section des CCOO (Commissions Ouvrières, communistes), de l'UGT (Union générale du Travail, socialiste), de l'USO (Union Syndicale Ouvrière, liée à la CFDT) rejoignent les syndicats de la CNT (Confédération Nationale du Travail, anarchiste) qui, plus que jamais, restent les organisations militantes du prolétariat combattant.

Le syndicat du commerce de la CNT a convoqué pour le lundi 26 décembre une grève générale des grands magasins pour appuyer le renouvellement des conventions collectives, malgré les versatilités des autres centrales syndicales qui

décidèrent de ne pas entamer la grève

La CNT communiqua que la décision d'annuler la grève relevait de « haute trahison » de la part des centrales syndicales envers les travailleurs qui

avaient mis leur confiance en elles.

« Nous exigeons de l'administration, disent les convoquants, puisque les conventions des grands magasins s'achèvent le 31 de ce mois, que la direction patronale des grands magasins soit obligée d'entamer d'urgence les négociations avec les centrales syndicales et faire aboutir une convention unique pour tous les travailleurs du secteur, sur la base de la formule élaborée par 7000 salariés dans la première assemblée du secteur, réunie au collège de La Paloma, le 26 novembre.

Au soir de la première journée de grève, quinze travailleurs, tous militants de la CNT sont détenus par la police, l'UGT donne alors son adhésion à la grève.

(suite page 6)

FOP 2520

# Activités de la Fédération Anarchiste

## Groupes

### PROVINCE

AIN : OYONNAX  
 ALLIER : MONTLUÇON  
 MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : NICE  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE  
 CALVADOS : HEROUVILLE  
 CAEN  
 DORDOGNE : PERIGUEUX  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE-ET-LOIR : GROUPE  
 BEAUCERON  
 GIRONDE : BORDEAUX  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 ISÈRE : BOURGOIN  
 LOIRE-ATLANTIQUE :  
 NANTES  
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LÔ  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIÈVRE : NEVERS  
 NORD : LILLE-ROUBAIX-  
 TOURCOING  
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :  
 BAYONNE - BIARRITZ  
 RHÔNE : LYON  
 HTE-SAVOIE : ANNECY  
 SEINE-MARITIME : ROUEN,  
 LE HAVRE, GROUPE ESTU-  
 DIANTIN DE ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULON -  
 NAISE  
 YONNE : FÉDÉRATION DÉ-  
 PARTEMENTALE  
 HTE-VIENNE : LIMOGES

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis  
 dans les arrondissements sui-  
 vants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°,  
 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN  
 DE FRESNES-ANTONY  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - SAVIGNY-SUR-ORGE  
 - CORBEIL-ESSONNES  
 - BRUNOY ET LIAISON  
 SEINE-ET-MARNE

### BANLIEUE EST

- GAGNY  
 - NEUILLY-SUR-MARNE  
 - CHELLES  
 - MONTREUIL

### BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES  
 - ISSY-LES-MOULINEAUX  
 MEUDON, BOULOGNE-BIL-  
 LANCOURT

### BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN  
 - NORD DES HAUTS-DE-  
 SEINE  
 - ASNIÈRES  
 - COURBEVOIE-COLOMBES

### LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-  
 Macé-Fliers, La Rochelle, Vier-  
 zon, Bégard, Châteauroux,  
 Amboise, Chinon, Montpellier,  
 Grenoble, Lons-le-Saunier,  
 St-Sever, Nantes, Vendôme,  
 Montoire, Blois, Coutances,  
 Laval, St-Lô, Vannes, Cler-  
 mont-Ferrand, Strasbourg,  
 Nord Seine-et-Marne, Albert,  
 Nord de la Hte-Vienne.

### BELGIQUE SUD-LUXEMBOURG

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS  
 (édite Gestion Directe)  
 LIAISON DES CHEMINOTS  
 (édite Voie Libre)  
 LIAISON DU LIVRE  
 GROUPE B.N.P. PARIS  
 CERCLE INTER-ENTREPRISES  
 DE CALBERSON (PARIS 18°)

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT  
 AUX RELATIONS INTÉRIEURES  
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

### IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin  
 d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze  
 jours est nécessaire avant la mise en route de cet  
 abonnement. Les paiements effectués par chèques  
 sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusive-  
 ment.

Les Administrateurs

### LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08

CCP Publico 11 289-15 Paris

TARIF		
	France	Étranger
3 mois	35 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F
24 mois	200 F	250 F

\* Tarif Étrangers: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

## Abonnez-vous

### BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....  
 N°..... Rue.....  
 Code postal..... Ville.....  
 à partir du N°..... (inclus)..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement  
 Règlement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

### Le groupe libertaire La Boétie organise

le 11 janvier 1978  
 à 20 h 30

### une conférence-débat LE PHÉNOMÈNE DES ATTENTATS

Salle du centre administratif  
 Place de la mairie  
 Asnières

### Le groupe anarchiste d'Amiens organise

VENDREDI 13 JANVIER  
 à 20 h 30  
 Salle Dewailly  
 une soirée-débat  
 sur la C.N.T.

- La CNT en 1936  
 - La CNT aujourd'hui  
 - L'anarcho-syndicalisme  
 Un montage diapos sera pré-  
 senté, la soirée sera animée  
 par des camarades syndicalis-  
 tes espagnols.

### Le groupe libertaire Louise Michel organise

le samedi 7 janvier  
 un colloque-débat  
 sur le thème

### LE CINÉMA par Claude MAIMIN

à 17 h 30  
 10, rue Robert Planquette  
 (Métro Blanche)

### Cours du groupe libertaire Louise Michel

jeudi 5 janvier  
**LE PROBLÈME AGRAIRE  
 DANS LA RÉVOLUTION**  
 par Colette Pibaut

jeudi 12 janvier  
**LA SYNTHÈSE ANARCHISTE**

Le groupe libertaire de  
 Courbevoie-Colombes  
 assurera une permanence  
 le samedi 7 janvier  
 de 14 h à 17 h  
 à la MJC de Courbevoie  
 184, Bd. St-Denis

### ATTENTION !

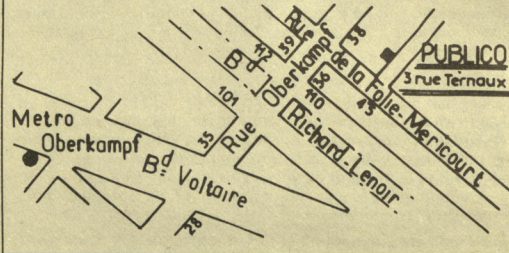
Courant janvier, nous  
 publierons le contenu  
 d'une longue interview  
 des travailleurs de LIP,  
 réalisée par le groupe  
 Proudhon de Besançon.

### Directeur de la publication

Maurice LAISANT  
 Commission paritaire n° 55635  
 S.N.I.S.C.  
 93100 MONTREUIL  
 Dépot légal: 44 149  
 PREMIER TRIMESTRE 1977  
 Diffusion SAEM Transport-Presse  
 Routage 205 - Publi-Routage

## BROCHURES EN VENTE A PUBLICO

<b>C. AURENT</b>	
- Entendez-vous dans nos campagnes.....	8
<b>M. JOYEUX</b>	
- Les anarchistes et la guerre en Palestine.....	8
<b>P. KROPOTKINE</b>	
- Aux jeunes gens.....	1,50
- Fatalité de la révolution.....	2
- La loi, l'autorité, l'esprit de révolte.....	2,50
<b>E. POUGET</b>	
- Le sabotage.....	8
- L'action directe.....	3
<b>M. FAYOLLE</b>	
- Reflexions sur l'anarchisme.....	7
<b>MALATESTA</b>	
- Notre programme.....	3
- Réponse à la plateforme.....	2
<b>V. GRIFFUELHES</b>	
- Le syndicalisme révolutionnaire.....	3
<b>A. BERKMAN</b>	
- La tragédie russe.....	6
<b>C. BERNERI</b>	
- Guerre de classes en Espagne.....	11,50
<b>J. BARRUÉ</b>	
- L'anarchisme aujourd'hui.....	11
<b>I. METT</b>	
- La commune de Kronstadt.....	12
<b>R. ROCKER</b>	
- Marx et l'anarchisme.....	2,50
- Le socialisme et l'Etat.....	2
<b>M. BAKOUNINE</b>	
- Lettre au journal «La liberté» de Bruxelles.....	5
- La commune de Paris.....	2,50
<b>STIRNER</b>	
- De l'éducation.....	11
<b>L. FABBRI</b>	
- Qu'est-ce que l'anarchie.....	2
<b>B. GIBLIN</b>	
- Elisée Reclus, géographie, anarchie.....	2,50
<b>Dr. PIERROT</b>	
- Syndicalisme et révolution.....	5



### SOUSCRIPTION DÉCEMBRE 1977

ANONYME	100	GROUPE JACOB	485
DUPERRAY	10	GROUPE MALATESTA	200
DELEUZE	200	GROUPE OYONNAX	143
LIAISON NANTES	171	GROUPE VARLIN	550
GARCIA	100	GROUPE BORDEAUX	847
TEYSSIER	34	LOCHU	10
BOLUDA	50	FARNAULT	25
GASBARRE	25	GROUPE GAGNY	684
THYDE	5	MILLOT	100
CARO	3	LANZA	25
VIVIANI	142	PUBLICO	402
PUCCIARELLI	10	CARLOS	100
SCOUARNEC	50	GROUPE L. MICHEL	800
NEEL	175	GROUPE DREUX	35
GOMEZ	35	GROUPE BNP	400
MAGDINIÈRE	200	AUSTRALIA	50
MASUREL	190	GERARD	100
CHABANY	100	CERCLE NMPP	200
BETY	10		
LOPEZ	7	TOTAL	6873

## Au Conseil général d'Indre-et-Loire LA VOIX D'ANTIGONE

IL s'est passé de curieuses choses lors de la séance extraordinaire du conseil général d'Indre-et-Loire qui se déroula le lundi 19 décembre dans la matinée. C'est quelques minutes avant midi que le spectacle est vraiment devenu drôle d'obscurité ou hilarant d'indécence (au choix et n'en déplaise à Monsieur le député-maire-ex-ministre et néanmoins Papa-la-pudeur dans tout l'hexagone). Je veux parler du moment où un monsieur qui s'appelle Petit et qui est aussi rapporteur du Budget des affaires culturelles vient présenter les dossiers de demandes de subventions pour les troupes théâtrales du lieu. Les premiers dossiers sont approuvés par l'assemblée: 190 000F accordés à la ville de Tours pour «a» troupe municipale et 10 000F pour le théâtre du Pratos, une jeune troupe qui démarre cahin-caha. Puis le rapporteur donne lecture du dossier concernant le Théâtre Libre de Touraine dont le budget prévisionnel fait apparaître un déficit assez important et dont le directeur est André Cellier, ex-directeur du Centre Dramatique de Tours, ex-professeur suppléant au Conservatoire, lequel fut viré malproprement, en novembre 1976, par le ci-devant député-maire, son employeur depuis 5 années. Faut dire qu'il avait ses raisons, le maire, pensez-vous un peu: avec le C.D.T. qu'on lui avait pourtant gentiment demandé de diriger bien doucement, André Cellier te vous jouait du Brecht, allait dans les entreprises tailler une bavette et causer théâtre avec des travailleurs qu'étaient pas là pour ça, faisait venir les troupes françaises les plus renommées, dirigées par des copains à lui, et qui jouaient des trucs à faire réfléchir les pros, ah ça mais! Ça ne pouvait pas durer comme ça, on s'en doute. Alors, un beau matin, «à la trappe la racaille artistique qui ose ne pas aller dans le bon sens de «mons» histoires», dit le Prince.

Mais André Cellier et ses compagnons ne quittèrent pas la ville. Bien au contraire, ils décidèrent de lutter, sur place, en créant le Théâtre Libre de Touraine dans des conditions maté-

rielles déplorables et en essayant de le maintenir la tête haute pendant toute une année avec des résultats que l'on peut, sans excès, qualifier d'éclatants. Le Théâtre de l'Université archibondé à chacune des représentations proposées par le T.L.T. sera pour nous un exemple probant à lui tout seul. Ses preuves faites, le T.L.T. était en droit d'espérer quelque crédit d'une région qui se prévaut depuis Rabelais, Ronsard et les autres d'être un foyer culturel toujours en effervescence.

La demande du directeur du T.L.T. était donc parfaitement légitime. La commission des affaires culturelles proposa une subvention au demeurant bien minime: 20 000F. Coup de théâtre - c'est le cas de le dire! - la commission des finances refusa. Monsieur Petit eut beau clamer son indignation ainsi qu'un membre du P.C., il y eut vote et par 15 voix contre 10, le conseil général rejeta la proposition de subvention de 20 000F.

Alors, au fond de la salle, dans la tribune réservée au public, André Cellier, Homme d'abord, se leva pour stigmatiser cette ignominie en lisant tant bien que mal une déclaration qui perçait difficilement un brouhaha savamment entretenu par ses adversaires et dont je vais tenter de retranscrire l'essentiel: «Ainsi Monsieur le maire de Tours qui met à la disposition de son docile théâtre municipal plus de 3-4 milliards d'anciens francs, refuse un sou à une équipe qui a permis à des milliers de tourangeaux d'assister pour la première fois de leur vie à une représentation théâtrale.

Ainsi Monsieur le maire de Tours qui dit tant faire à la veille des élections pour l'emploi des jeunes s'efforce de réduire au chômage les 18 membres d'une équipe dont la moyenne d'âge est de 22 ans.

Les tourangeaux comprendront que son vote déshonore la majorité de ce conseil général.

Mais que cette majorité ne triomphe pas trop vite. Nous dénonçons son acte de censure économique, la plus hypocrite

des censures, celle de l'argent, et nous continuerons notre travail (...) Monsieur Royer Créon a pu assassiner Antigone, mais aujourd'hui c'est la voix de la petite Antigone qui nous parvient encore.»

Espérons que nous entendrons encore longtemps la voix de la petite Antigone... Car le 19 décembre sur le coup de midi, la majorité du conseil général d'Indre-et-Loire s'est effectivement, comme ce fut dit, déshonorée aux yeux de l'Histoire (sur-tout aux yeux de l'histoire d'une société-libérale-avancée, caractérisée, cela va de soi, par la liberté d'expression tous azimuts). Son président quant à lui s'est proprement ridiculisé lorsque, après avoir fait éjecter manu militari par la flicaille, commissaire en tête, André Cellier et ses amis, il pontifia sans vergogne en annonçant: «l'incident est clos. Je regrette ce qui s'est passé mais j'ai le devoir de faire respecter la loi et le libre exercice de la démocratie.»

Alors considérée ainsi, elle est belle notre démocratie et, tout Père Chat que je suis, je ne retiendrai d'elle que cette leçon que tout pouvoir institué, quel qu'il soit et quels que soient ses fondements, se situe toujours hors des normes de l'éthique la plus élémentaire puisqu'il n'y a plus, dans le bon vouloir du Prince de limite possible entre le Juste et l'Injuste, le Vrai et le Faux, le Bien et le Mal. Ne reste plus que la limite entre ce qu'il lui est possible de faire, au Prince, dans son jeu d'illusionnisme et ce qu'il ne peut vraiment pas se permettre de faire par manque réel de domination sur la puissance antithétique.

Or justement, à Tours, le Prince s'est trouvé face à un Homme authentique, un Artiste qui tient à continuer à se mouvoir debout et le Prince, qui se laisserait peut-être sur sa position illusoire à lui, en est tout éberlué et reste tout baba.

Alors écoutez, tourangeaux et gens d'alentour, écoutez, je vous prie, de toutes vos oreilles la voix si véridique de la petite Antigone.

LE PÈRE CHAT

## LE MÉDECIN IMAGINAIRE

LES compagnies d'assurances, dans le cadre d'une campagne individuelle accident recherchent des médecins contrôleurs en adressant des circulaires à tous les médecins exerçant sur le territoire français précisant que «le contrôle à domicile des arrêts de travail suppose une intervention rapide qui, pour être efficace, doit se situer dans les huit jours après la survenance» demandant à chacun s'il «accepte ce genre de mission» ou, dans le cas contraire, d'indiquer le nom des confrères généralistes du département qui «seraient disponibles pour effectuer ce contrôle» leur promettant comme situation enviable de devenir le médecin expert de la compagnie pour tout préjudice corporel en droit commun également.

Par ailleurs, une note de service parachève le flicage en ordonnant aux rédacteurs de missionner un «médecin-expert» systématiquement... Et voilà, le tour est joué, le secret médical est violé, le droit français détourné, la logique baffouée. En effet, le médecin salarié du créancier, la compagnie d'assurance en l'occurrence, examine le patient qui est le débiteur dans le but, non pas de soigner pour guérir, mais de préserver des intérêts financiers, réservant ses conclusions à son «employeur», permettant ainsi compagnies d'assurances de constituer des dossiers de médecins trop «généreux» quant à l'appréciation du temps de repos nécessité par l'état de santé du

malade ou du blessé et, par là même, remettant implicitement en cause la compétence médicale de leurs confrères. Les dossiers constitués, les compagnies auront un moyen de pression, vis à vis de la S.S. et de l'ordre des médecins, sur les médecins «dénoncés» par leurs chers confrères, Messieurs les contrôleurs, remettant en cause le but même de la profession médicale, présumant la mauvaise foi des malades, des blessés et, évidemment, le parjure des médecins...

Les sanctions sont bien connues du corps médical, allant du refus d'agrément par la S.S. jusqu'au retrait du droit d'exercer en passant par le contrôle généralisé de tous les arrêts de travail délivrés par tel ou tel médecin victime de la délation, tombé au champ d'Hypocrate.

Pour les clients de la compagnie d'assurance, présumés de bonne foi lors de la souscription de la police individuelle et du paiement des primes, c'est Molière qui résuscite en voyant défilier les docteurs, médecins-experts, médecins contrôleurs de la S.S., médecin contrôleur de «sa» compagnie d'assurance, médecin contrôleur de son employeur, médecin contrôleur de la mutuelle et, si son cas est «intéressant»... alors c'est la ronde des spécialistes, des experts judiciaires et tout le saint-frusquin jusqu'à St-Pierre...

Bernard LE HYARIC

## VERS DES INTERDITS PROFESSIONNELS EN FRANCE

Troisième trimestre de l'année scolaire 1977: les normaliens de 2<sup>e</sup> année de l'école normale d'instituteurs d'Amiens décident de prendre en main leur formation et cela sans aucun appui d'aucune sorte (que ce soit de la part de l'administration, des professeurs et même des syndicats). Résultat: au moment de l'examen final sanctionnant les deux années de formation, quatre normaliens seront définitivement exclus de l'Education Nationale (avec un remboursement pouvant s'élever à plusieurs millions d'anciens francs), dix autres échoueront et devront donc repasser ce même examen en septembre 1978 (sur un effectif de 41 normaliens). Et encore est-il fort probable que l'administration profitera de cette «seconde chance» pour se débarrasser à nouveau de plusieurs éléments «génants».

Décembre 1977: un professeur de cette même école normale est actuellement l'objet d'une procédure disciplinaire. — Premier motif: par ses cours il démoralise les futurs maîtres, en particulier par l'étude de certains livres comme *L'école capitaliste en France, Surveiller et Punir*, etc. Chacun sait en effet qu'un bon ensei-

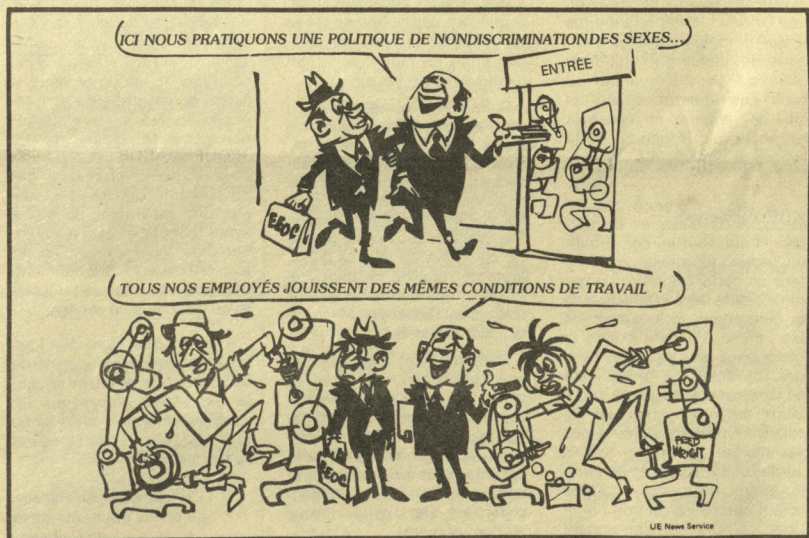
gnant se doit de cacher certaines réalités trop gênantes pour certains, trop gênantes pour nos maîtres!

— Second motif: ce professeur aurait eu une attitude de «meneur» lors des mouvements déclenchés par les élèves-maîtres l'année dernière.

En fait une seule chose est reprochée à ces individus: leurs opinions politiques!! L'administration craint que ces individus «dangereux» ne remplissent pas exactement leur rôle d'enseignant tel qu'elle le voudrait. De plus, au moment où la crise de l'institution scolaire ne cesse de s'aggraver, il est indispensable pour le pouvoir de trouver des responsables, cela permettant de ne pas remettre en cause l'école elle-même!

Une chose est donc certaine: peu à peu, sans qu'on n'y prenne garde, les interdits professionnels s'installent en France. Il n'est peut-être pas si lointain le temps où tous les «contestataires» de toutes sortes seront interdits dans certaines administrations, dans certaines fonctions!!

Un normalien de l'ENG d'Amiens (groupe anarchiste d'Amiens)



## en bref...en bref...

Le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) a prononcé, le vendredi 23 décembre, une peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis à l'encontre de Mohamed Sahir (cf. ML 245), objecteurs inculpés pour désertion à l'ONF.

En ce qui concerne l'affaire de «coups et blessures», toujours au sujet de Mohamed Sahir, après la relaxe prononcée le 9 décembre, le parquet a fait appel.

Thierry Guirado, insoumis, est incarcéré depuis le 5 décembre au camp de Auvours (Le Mans).

Suchaut Michel, insoumis, a été condamné par le TPA de Lille à 15 mois de prison ferme.

Thoreix Jean-Claude et Gauthier Bruno passeront en procès le 12 janvier à Guéret.

Le groupe insoumission de Lyon communique l'information suivante. Sur l'initiative d'Yvon Bourges, ministre de la Défense, 25 personnes ont été inculpées sur la base des articles L129 du code du service national et 394 du code de justice militaire, de «provocation à l'insoumission et à la désertion», pour avoir distribué le 28 mai 1977 à Villeurbanne - fief de M. Charles Hermunifforme - un tract intitulé «non à l'armée», lors de l'arrestation de Patrick Fréchet, insoumis (celui-ci, incarcéré à la caserne de Sathonay, fut réformé et libéré le 2 juin 1977. Il attend toujours son procès). Les «provocateurs» comparaitront le 30 janvier au tribunal correctionnel de Lyon. Tous les antimilitaristes y sont invités.

## Informations nantaises

— Au Pellerin, les travaux d'aménagement pour la «future» centrale nucléaire ont été effectués sous la couverture du Port Autonome, pour le compte de l'EDF, avant même que la centrale soit déclarée d'utilité publique. La légalité, l'EDF s'en fout.

— Laving-Glace: le conflit s'achemine vers sa fin après la manifestation du 15 décembre, regroupant 500 personnes devant la gare SNCF, l'exclusion de la CGT de deux de ses membres ayant voté au C.E. le licenciement de deux délégués CFDT de Laving-Glace.

— Procès express (15 minutes) au tribunal de Nantes de deux renouveaux de papiers militaires, suivi d'une manifestation en ville. Le jugement, mis en délibéré, sera donné le mardi 17 janvier.

## A Mulhouse, les ouvriers occupent toujours

## LE MUSÉE DES TRAVAILLEURS

## UN PEU D'HISTOIRE

En 1939, les frères Hans et Fritz Schlumpf, industriels suisses, acquièrent la filature de Malmerspach, dans la vallée de Thann. Puis ils agrandissent leur emprise en achetant, en 1955, la filature d'Erstein et, en 1971, celle de Gluck ainsi que les établissements Defrenne à Roubaix. Ils se trouvent ainsi à la tête d'un puissant complexe industriel employant 1800 personnes et produisant des filés (en particulier de laine peignée) d'un excellent niveau de qualité.

officielle de flic dans l'entreprise.

Les deux frères ne se sont jamais mariés, et ont poursuivi pendant toute leur vie un but unique: constituer un musée automobile privé. Pour ce faire ils ont acheté en 1958 une ancienne filature, l'usine HKC, et au cours des années ils ont constitué une collection fabuleuse de 413 voitures anciennes qu'ils ont entièrement fait restaurer.

## LA CHUTE DE L'EMPIRE SCHLUMPF



Curieux hommes que ces deux frères Schlumpf que le signataire de ces lignes a eu l'occasion de rencontrer lors d'un stage technique à Malmerspach. Fritz, l'aîné, mégalomane délirant, poursuivant un éternel rêve de puissance, jouait en permanence son rôle de patron de droit divin, avec un goût prononcé pour la mise en scène. Sa tyrannie ne connaissait pas de limites, et l'ensemble de ses employés, de ses cadres et même son frère tremblaient physiquement devant lui. Que dire de ce frère si ce n'est qu'à son statut d'ilote de la famille, s'ajoutait une fonction quasi

Malgré les sommes fantastiques gagnées sur le dos des travailleurs, les frères Schlumpf ont vu trop grand et, frappés de plein fouet par la crise, ils se sont littéralement sauvés en Suisse en offrant leurs entreprises à qui les voudrait, pour un franc symbolique.

Avant la fermeture définitive en avril 1976, les conflits dans l'entreprise avaient pris plusieurs fois un aspect dramatique. Je rappellerai seulement deux faits.

Il y a quelques années, lors d'une grève dure à Malmerspach, on retrouvera un beau matin dans le parc entourant

la maison des Schlumpf, le grillage cisailé et les soixante-dix cerfs et biches vivant dans ce parc égorgés... Un peu plus tard, aux établissements Gluck, une belle nuit cette fois-là, une partie de l'usine a flambé... quand on connaît le respect quasi-religieux des vosgiens et des alsaciens pour la propriété privée et l'autorité, on peut concevoir à quel point les frères Schlumpf avaient poussé leurs employés à bout.

établissements du même nom, est en prison pour abus de biens sociaux. Erstein a été racheté en décembre 1976 par un industriel de Cernay avec réembauche de 300 ouvriers. La détermination des travailleurs est intacte pour obtenir le droit au travail pour ceux qui sont encore au chômage: 364 à Malmerspach, 100 chez Gluck, 324 chez Defrenne.

A ce jour les pouvoirs publics ont préféré dépenser plus de 18 millions pour les indemnités et préavis de licenciements - sans compter l'allocation chômage - alors que 12 millions de crédit auraient suffi pour relancer les usines.

L'entrée du musée figure toujours un grand panneau qui indique que les frères Schlumpf avaient dédié leur musée à leur mère. A côté, un texte tout simple remet les choses en place: «Et nous, les travailleurs, nous dédions ce musée à toutes celles et à tous ceux qui par leur sueur et par leur sang parfois, ont créé de leurs mains cette immense richesse que les frères Schlumpf leur ont volé en trente années d'exploitation».

Peut-on dire mieux pour condamner notre type de société? Et pour l'action future, à Malmerspach, chez GLUCK, et dans le reste du monde, inspirons-nous de la conclusion du tract qui est distribué à chaque visiteur: «Comment un tel scandale est-il possible? Comment une telle injustice peut-elle être faite à des travailleurs? Ce fait est-il particulier ou au contraire révélateur? N'est-ce pas pour tous un appel à une prise de conscience et de responsabilité sur la nécessité de remettre en cause la société capitaliste?».

Yves ROCHEFORT

## LE MUSÉE DES TRAVAILLEURS

Le 4 avril 1976, les usines ferment et 1300 travailleurs sont licenciés. Sous l'impulsion du syndicat CFDT, les employés du groupe Schlumpf tentent et réussissent une action originale. Le fameux musée fait partie de la fortune personnelle des Schlumpf: les travailleurs l'occupent et décident de s'en servir comme monnaie d'échange pour réinsertion dans la vie active. Du coup le musée est débaptisé et une nouvelle plaque en bronze sur les grilles indique que l'on se trouve devant «le musée des travailleurs». Ce musée est conservé en excellent état, il a été ouvert au public et des centaines de milliers de visiteurs y ont pénétré. Il faut souligner que l'immense majorité de ces visiteurs manifestent une sympathie réelle pour l'action engagée.

## LE PRÉSENT ET L'AVENIR

Où en est-on aujourd'hui, en cette fin d'année 1977? Les frères Schlumpf, depuis la Suisse, mènent une bagarre juridique avec l'Etat français, pendant que M. Defrenne, PDG des

## Même au sein des petites entreprises

## LA LUTTE EST POSSIBLE

La majorité des salariés des petites entreprises de moins de 30 salariés? Les salariés de Radialva, une maison d'importation de matériel radio-magnéto, viennent de démontrer eux-aussi que l'on peut s'organiser et avoir des rapports égalitaires afin de remettre en cause la hiérarchie des fonctions et la hiérarchie des salaires.

Cet étagement minutieux de la hiérarchie laisse souvent croire aux petits chefs, contremaîtres et à certains ouvriers plus qualifiés que d'autres qu'ils ne sont pas au bas de l'échelle et qu'ils peuvent espérer mieux de la promotion.

Ces divisions, la difficulté d'instaurer un rapport de force en considération du faible nombre de salariés, la difficulté d'obtenir un soutien de l'extérieur explique le fait que nombreux sont ceux qui se font licencier plutôt que de tenter de se battre.

L'action a démarré dès les élections de délégués du personnel qui, tout en conservant un aspect réformiste, présentent un certain nombre de garanties face aux licenciements et permettent, si le travail est bien mené, de faire croître la conscience de classe des salariés. Le caractère revendicatif se développe aussi par la circulation de l'information par les salariés entre eux grâce à des assemblées générales tenues sur le lieu de travail et pendant le temps de travail, qu'elles soient autorisées ou non par la direction. Une certaine pudeur

bien connue en France pour dévoiler son salaire s'efface peu à peu, laissant apparaître la difficulté des conditions de vie et les inégalités criantes qui existent entre les individus effectuant un même travail.

A Radialva, les salariés décident, afin de maintenir leur pouvoir d'achat, d'arracher le 14<sup>e</sup> mois que semble refuser la direction. Le personnel décide en assemblée générale de donner une après-midi de réflexion à la direction sous peine de lancer une grève du zèle. La grève, faute de réponse positive, démarre et une demie-heure plus tard, c'est 80% du 14<sup>e</sup> mois qui sont accordés!

C'est formidable pour la première grève que l'entreprise ait jamais connue depuis des décennies de tranquillité. Le patron n'a pas tenté le pourrissement de la grève, car décembre est le gros mois de vente et l'enjeu était trop risqué financièrement. Les salariés ont agi au bon moment!

Mais ces 80% accordés sont pénalisés suivant l'humeur des chefs de services sur le travail des employés de leurs services respectifs. Afin que ces pénalisations, pouvant atteindre 30%, ne puissent retourner dans la caisse du patron, elles sont redistribuées aux autres employés non pénalisés, créant immanquablement des jalousies. Et c'est là que se produit un fait de solidarité ouvrière formidable, des camarades de travail ayant bénéficié des pénalisations de leurs camarades les leur ont renversé discrètement, déjouant les mesures répressives des chefs de service.

Il est à noter aussi que l'assemblée générale a accepté de demander à la direction de verser la totalité globale du 14<sup>e</sup> mois divisée également entre tous les salariés, qu'ils soient cadres ou employés.

Un camarade de Radialva du cercle inter-entreprises de Calberson

## Informations Rhône-Alpes

— Troisième mort chez Berliet pour 1977. Un autre ouvrier, gravement brûlé, se trouve toujours à l'hôpital E. Herriot.

— Accident du travail mortel, également, à la S.M.I. d'Trigny, suite à une intoxication. Une enquête est ouverte.

— 270 entreprises fermées dans le Rhône depuis le plan Barre, 120 000 chômeurs, 24 500 licenciements économiques en dix mois dans la région Rhône-Alpes. Un bilan qui en dit long!

— Deux ouvriers brûlés dans l'explosion qui avait eu lieu à l'usine Mulsant de Villefranche-sur-Saône le 9 décembre, sont morts lundi 26 décembre.

— Manifestation antinucléaire à Grenoble pour exiger la libération de Patrick Bunoz et Joël Larrivé, incarcérés à Lyon. Interventions au cours des messes de minuit. Saccage d'un magasin de luxe par une vingtaine de personnes.

## Sud-Champagne et Bourgogne informations

TROYES - Étrange procès au tribunal le 20 décembre. André Tiraboschi, objeteur, était accusé de désertion, alors qu'un premier procès l'avait relevé de toute poursuite pour insoumission il y a un an. Il est probable que ses activités militantes multiples (syndicaliste, écologiste, antinucléaire) ne sont pas étrangères à cette vindicte des pouvoirs publics. Jugement le 24 janvier.

AIX-EN-OTHE - Après la bonneterie Frottier, l'entreprise Transcoplastic (granulés plastiques) est sur le point de fermer. Encore un canton qui va se vider de sa population active.

DIJON - Les élèves de 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> année de l'E.N.I.T.A. (école nationale d'ingénieurs des travaux agricoles) occupent leur école située à Queigny depuis le 12 décembre. Ils revendiquent la création de 3 postes d'enseignants et la reconnaissance d'une option écologique.

Pour appuyer leur mouvement, ils ont occupé les locaux de l'inspection générale d'agronomie le mardi 20. Réponse des autorités universitaires: évacuation de l'inspection par les CRS.

**UN SERVICE  
REGULIER  
ET PRATIQUE  
L'ABONNEMENT**

## MARS 1978 LA DROITE RACOLE

À l'approche des élections de 1978, tous les partis politiques, et particulièrement ceux de droite, sont à la recherche de quelques centaines de voix qui feront basculer ici et là la majorité à leur profit. Le RPR, le PR et autres voient leur potentiel électoral baisser de jour en jour; dans quelques circonscriptions la bataille sera très serrée, il faudra des voix mais où les trouver?

Il semblerait aujourd'hui que la majorité giscardienne ait trouvé une solution. Pour ce faire, le président de la République fit voter à l'Assemblée Nationale une loi (celle du 28 juin 1977) permettant à tout Français résidant à l'étranger de s'inscrire dans n'importe quelle circonscription électorale pourvu qu'elle soit de plus de 30 000 habitants. Jusqu'ici, rien de particulièrement choquant mis à part que le procédé employé commence déjà à sentir le roussi.

En effet, la combine devient plus vicieuse lorsque la publicité de cette loi est assumée par des organisations telles que le «Rassemblement des Français à l'Étranger» qui ne cachent pas leurs sympathies chiraquiennes et ses multiples contacts «apolitiques» avec les ambassades. Dans notre numéro du 8 décembre, un camarade relatait la situation pour les Français vivant en Autriche: formulaire d'inscription quasi-rempli, choix de la commune inexistant puisque déjà indiqué.

Mais cette monstrueuse maquette électorale ne va pas s'arrêter aux frontières de l'Autriche. D'ores et déjà, des documents publiés par *Le Monde* et *Le Canard Enchaîné* attestent d'une véritable combine politique orchestrée par les partis de droite et notamment le RPR. En effet, celui-ci vient de diffuser une circulaire en vue d'une réunion de la chambre de commerce d'Abidjan, véritable petit guide qui institutionnalise le maillage électorale:

*«Si vous êtes inscrit dans une commune où les jeux sont faits —soit que la gauche l'emporte sûrement, soit que les libéraux soient gagnants dès le départ —changez de circonscription, car votre voix sera inutile. Or, il faut absolument voter utile. Pour ce faire, déplacez votre inscription pour ce scrutin dans l'une des villes de plus de trente mille habitants, où la majorité sera sûrement en difficulté. Ce qui ne vous empêche pas, sitôt après les élections, de retourner vous faire inscrire de nouveau dans la commune où vous avez des attaches. La loi le permet.»*

*«Si vous voulez voter pour la majorité, inscrivez-vous à Marseille, première et deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône, ou à Montpellier, première circonscription de l'Hérault.»*

*«Tout est organisé pour que les Français de Côte d'Ivoire concentrent leurs voix sur ces circonscriptions en difficulté. (...)*

*«Vous objecterez sans doute, et avec raison, que vous ne connaissez personne de confiance dans ces villes. Nous vous répondrons que nous vous en ferons connaître les noms dès que nous aurons terminé de les recenser.»*

*«Mais de toute façon, l'acte fondamental sera le dépôt de votre procuration, vous seul pouvez le faire aux chancelleries d'Abidjan et de Bouaké, dans les consulats honoraires, agences consulaires. (...).»*

Mais ceux de la Côte d'Ivoire ne vont pas être en reste. Le directeur de l'AFP de Bangkok fait publier dans le bulletin quotidien de l'AFP-Thaïlande un encadré rédigé comme suit: *«Elections majorité - deux candidats de la majorité sollicitent les suffrages des Français de Bangkok: Jean-Claude Servan Schreiber (RPR), 1<sup>er</sup> circonscription du Gard, Nîmes, et Jean-Pierre Soisson (PR), 1<sup>er</sup> circonscription de l'Yonne, Auxerre...»*



Allons, allons, est-ce que j'ai l'air d'un tricheur?

De tels agissements de la part de la droite ne sont pas faits pour nous étonner. Ils indiquent on ne peut plus clairement que nous vivons dévidement dans un pays où la fraude, la triche, le tripatouillage, sont érigés en institutions. Le fait que la droite n'hésite pas aujourd'hui à utiliser des méthodes crapuleuses pour récolter des voix manquantes doit bien nous faire comprendre que toutes les organisations (y compris la notre) ont une stratégie bien précise pour 1978. Chacun connaît l'enjeu et il est de taille. Soyons sûr que d'ici les prochains mois notre intervention durant cette période devra tenir compte d'une droite musclée qui, quel que soit le résultat de élections, n'hésitera pas à organiser de manière plus sérieuse et efficace les rangs de la réaction.

Pierre BIGORNE

**A cet emplacement  
il aurait pu y avoir  
de la publicité**

**Si tel était le cas  
il n'y aurait plus  
d'indépendance**

**C'est pourquoi  
nous devons souscrire**

## Marseille

### CONFLIT A NAPHTACHIMIE

SITUÉE à quelques kilomètres de Martigues, dans les Bouches-du-Rhône, à Lavéra plus exactement, l'usine de Naphtachimie est en lutte depuis le 1<sup>er</sup> décembre.

C'est en effet à cette date que les travailleurs, réunis en assemblée générale, décidèrent de se mettre en grève reconductible de 24 h en 24 h. Ils entendaient par là faire appliquer à la direction les engagements écrits concernant l'embauche de 5 personnes supplémentaires sur les vapocrateurs. Dès le début, la direction allait s'efforcer par tous les moyens de casser la grève des travailleurs vapocrateurs. Elle tentera de faire entrer de l'éthylène par retour du pipeline transéthylène; mais à ce moment, la maîtrise du service se mettra en grève. Elle cherchera ensuite à stopper certains circuits pour justifier le chômage technique. Mais ce moyen se soldera également par un échec, les travailleurs imposant un refus catégorique. Face à la situation et à la réaction patronale, une intersyndicale CFDT, FO, CGT, décide d'étendre le mouvement à l'ensemble du personnel. Le mardi 6 décembre, la direction refuse toujours d'entendre les travailleurs, elle réagit par un chômage technique: c'est le lock-out! De plus, elle fait savoir, par un communiqué, que durant ce lock-out, les ouvriers ne seront plus couverts dans le cas d'un accident survenu à l'usine ou sur le trajet. La situation se durcit, on menace de faire intervenir les CRS, les femmes de grévistes manifestent devant l'usine, une riposte s'organise et l'on appelle les travailleurs des entreprises sous-traitantes de Naphtachimie à se solidariser avec les grévistes et à engager les luttes.

Ce n'est que vers le 15 décembre que la situation va plus ou moins se débloquer. La direction décide le lever du lock-out de 800 travailleurs dès le démarrage des «crakings» et l'embauche de 5 personnes supplémentaires au «craking 4» au plus tard fin mai. Les travailleurs acceptent ces propositions mais ils vont rester très fermes sur le problème des indemnités des jours de grève. En effet, la direction, elle, entend demander à chacun des membres du personnel de se déclarer, par lettre, gréviste ou non, afin d'être indemnisé. Les travailleurs refusent la maquette et ils vont à nouveau montrer leur détermination et leur mécontentement. Le samedi 17, ils bloqueront pendant près d'une heure l'autorail Marseille-Avignon. D'autre part, lundi 19, au palais de justice d'Aix-en-Provence, a lieu un procès intenté par la direction qui réclame 45 millions AF de dommages et intérêts aux syndicats CFDT et CGT et à deux de leurs militants.

L'offensive des patrons et du pouvoir se confirme, se renforce; face à cette situation, les travailleurs doivent s'atten-

dre, dans les mois qui vont venir, à une période très dure, et ils leur faut envisager d'autres formes de luttes que celles que leurs proposent les syndicats réformistes et les partis politiques qui ne cherchent, en fait, qu'à les contenir. Il faut qu'ils songent à reprendre en main et à leur compte leur outil de travail pour organiser et gérer eux-mêmes leurs propres affaires.

Groupe libertaire  
de Marseille

## Centre Informations

BOURGES - La crise du bâtiment dans le Cher s'aggrave de jour en jour. Alors que 2 entreprises importantes de Bourges, Alves Constructions (90 salariés) et la SONEC (80 salariés) ont déposé leur bilan, entraînant une soixantaine de licenciements, on apprend que l'entreprise Hilaire venait d'envoyer 67 lettres de licenciements dont 19 à Bourges et 48 à Nevers. 7 délégués syndicaux sont également menacés, leurs dossiers sont à l'étude à l'inspection du travail.

Le personnel de l'usine Michelin de Bourges (3500 travailleurs) a poursuivi, le 27 décembre, une grève tournante de 2 h 30 par équipe en fin de poste. Le mouvement a été suivi par 75% des effectifs.

PARTHENAY - L'entreprise S.A. Braconnier, spécialisée dans la chaudière industrielle, a déposé son bilan le 26 décembre. Licenciements en perspective pour la soixantaine de travailleurs employés.

VIERZON - Après la société Héry-Confection, c'est au tour de la Sté Dupont de déposer son bilan. Une semaine auparavant, la direction de cette entreprise avait proposé aux ouvriers de leur donner bâtiment et machines... pour un franc symbolique! Le syndicat CGT avait refusé cette offre, préférant passer à l'action pour sauver l'emploi de 20 personnes. A l'annonce du dépôt de bilan, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève et d'occuper les locaux.

TOURS - A la suite des informations qui leur ont été données lundi 26 décembre lors de la réunion à Paris du comité central d'entreprise, informations selon lesquelles les licenciements prévus étaient annulés, les travailleurs des Ets Voyer de Tours-La Riche ont décidé de suspendre l'occupation des locaux de l'usine. Ils ont toutefois fait part de leur méfiance et de leur scepticisme face à l'accord proposé avec le groupe Norcros en décidant de rester mobilisés.

## Allemagne

**BERLIN-OUEST** — Le 4 décembre, le philosophe Michel Foucault et le sociologue Daniel Defert - tous deux de Paris - sortaient à midi de leur hôtel à Berlin, en compagnie de l'éditeur Gente et d'Adélaïde Paris, lectrice d'une maison d'éditions. Ils furent entourés par un groupe de policiers armés de mitraillettes: collés au mur, les mains en l'air, vérification des identités, etc. L'hôtel avait cru reconnaître la terroriste recherchée Inge Viett... en la personne de la lectrice. La police ne s'avoua pas battue et les 4 suspects furent «embarqués» au commissariat le plus proche, fouillés minutieusement et relâchés à 14 h 30 sans autre explication et sans la moindre excuse. Philosophe? Sociologue? Editeur? De là à être un «sympathisant», il n'y a pas loin aux yeux d'un policier averti!

## LES «SYMPATHISANTS»

Après les terroristes et les complices d'organisations criminelles, on a découvert en Allemagne fédérale une nouvelle classe de suspects: les Sympathisants. Les journaux d'extrême-droite, la presse Springer, le *Bild* ont inventé ce délit nouveau et popularisé le mot. A quoi reconnaît-on un sympathisant? Vous condamnez les méthodes de la RAF, vous jugez inefficace et criminelle la guérilla urbaine... mais vous n'acceptez pas la chasse à l'homme, l'appel aux dénonciations, les brutalités policières, les perquisitions, les saisies des livres, les interdictions professionnelles, les décrets contre les extrémistes... mais vous voyez dans ces mesures de graves atteintes aux libertés démocratiques: la cause est entendue, vous êtes un sympathisant! On trouve des sympathisants dans tous les milieux, mais ils sont particulièrement nombreux et virulents parmi les professeurs, les étudiants, les avocats, les écrivains. Ah! ces écrivains qui sont à l'origine de toutes les perversions, de tous les désordres: voilà bien les sympathisants par excellence, les maîtres à penser du terrorisme qu'il importe de clouer au pilori, les Heinrich Böll, les Luise Rinser!



Dessin paru dans le journal conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung ridiculisant les sympathisants

En augmentant ainsi le nombre des suspects, on permettra peut-être à la police d'arriver à un tableau de chasse honorable. Fin octobre 16 terroristes (10 femmes et 6 hommes) étaient l'objet d'une publicité massive dans les lieux publics et les journaux: ils courent toujours, car Folkers - arrêté à Utrecht - et les deux présumés terroristes arrêtés en Suisse, ne figurent pas sur la liste des 16 hors-la-loi. Si ces derniers échappent aux recherches de la police, c'est qu'ils jouissent de protections occultes, d'où l'impérieuse nécessité de dénombrer les complices et les sympathisants. Le ministre de l'Intérieur de Bade-Wurtemberg s'est livré à ce difficile travail de détection et voici ses conclusions: il y a en gros 1200 «individus dangereux» qui bénéficient du soutien de 10 000 «sympathisants». Le jour où on ouvrira officiellement la chasse aux sympathisants, la police aura la tâche aisée: les sympathisants, on sait où les trouver, on connaît leurs fréquentations, leurs lectures, ils sont déjà repérés par leur concierge ou par des voisins bien intentionnés! Et d'ailleurs, ne vaut-il pas mieux arrêter les «cerveaux» qui pensent que les «mains» qui exécutent? Et ne serait-il pas possible ensuite d'étendre la chasse à ceux qui sympathisent avec les sympathisants?

Les anarchistes sont certainement inscrits d'office sur la liste des sympathisants. Ils ne protesteront pas, mais ils tiennent à dire que le sentiment qui les anime, c'est non la «sympathie» à l'égard de la RAF, mais bien plutôt l'«antipathie» à l'égard de l'Etat, de l'Autorité, de l'Armée et de la Police.

Jean BARRUÉ

# informations internationales

## portugal

La chute du régime fasciste portugais qui a accumulé toutes les contradictions et a épuisé toutes les institutions qu'il a prétendu soutenir, a mis en évidence la profondeur de la crise. Il a suffi du choc émotionnel du coup d'état militaire pour que tout l'appareil économique tremble, les industries commencent à s'effondrer et les trusts bancaires apparaissent comme l'unique dynamique d'une économie précaire.

Nous étions alors devant les conditions d'une situation révolutionnaire. Seulement, la corrélation des forces s'est présentée en déséquilibre. La petite bourgeoisie et la classe moyenne totalement aliénées par les fonctions bureaucratiques d'une économie mise sous la protection de l'Etat, se sont prononcées pour la persistance du système. Les travailleurs entraînés par les syndicats nationaux et maintenus au système par les mécanismes bureaucratiques de la contradiction du travail, restent attachés aux garanties corporatives. Il pèse sur la société portugaise l'illusion plus ou moins forte de la campagne électorale qui agit toujours comme une sorte d'espoir de transformation miraculeuse de la société.

La collectivisation agraire et les expériences autogestionnaires sous l'initiative totale des paysans et des travailleurs fonctionnent sans une transformation conséquente de l'appareil économique et du mécanisme de marché. Les processus politiques restent intacts et s'adaptent à un formalisme de la démocratie.

Les nationalisations qui fonctionnent dans un style pur d'étatisation ne suivent pas le processus autogestionnaire mais tendent à provoquer la formation d'une nouvelle classe de gestionnaires bureaucratiques qui ne possèdent aucune notion de ce que sera la reconstruction socialiste d'une société en crise.

La situation révolutionnaire n'a pas eu l'indispensable parcours des collectivisations. Elle a dominé le processus

politique en un système de compétitions partisans sur les impératifs des réalisations économiques et sociales. La révolution ne s'est pas produite. La société portugaise reste mutilée. Les structures politiques et juridiques de l'Etat sont intactes et ne sont pas en relation avec les expériences révolutionnaires. Il devient alors inévitable que ces structures essayent de récupérer l'élan révolutionnaire. Le chômage et l'inflation aggravent les conditions de vie de la classe ouvrière. Les prix, les impôts, les spéculations montent vertigineusement. Le gouvernement, toujours optimiste, n'arrive pas à stopper la tension croissante et l'aggrave encore avec d'innombrables mesures onéreuses. «L'exultant printemps constitutionnel de la voie vers le socialisme» nous semble comme la reconstitution des privilèges de la propriété, de la restitution des biens de l'indemnisation des entreprises en faillite et de l'élimination des vestiges révolutionnaires.

Les travailleurs, qui ont déterminé les initiatives révolutionnaires en dépassant les corporatismes syndicaux manœuvrés par des partis plus ou moins marxistes n'ont pas concrétisé leurs positions. Les syndicats déchirés par les ruses électorales et l'obéissance politique n'ont pas répondu à la douloureuse situation actuelle. L'intersyndicale, «la plus puissante centrale syndicale» attend seule pour négocier un pacte social et entretient avec de vagues protestations son incapacité et montre clairement sa sujétion aux partis.

La crise s'aggrave. Nous allons déboucher sur des actions isolées des secteurs ouvriers mais déterminées à faire face à la situation.

Pour éviter la situation critique et la dispersion de l'action ouvrière, on doit immédiatement passer aux conseils ouvriers, autonomes au niveau des locaux de travail et d'habitation, organisés par des fédérations locales. Ce sera la vraie renaissance syndicaliste d'action directe en repoussant l'ingérence politique intéressée.

Tiré de «A Batalha»

## Espagne

(suite de la page 1)

Au cours de la seconde journée du conflit on a enregistré un accroissement considérable d'arrêts et d'actions de protestation, tant en soutien aux détenus que pour la négociation de la convention unique revendiquée par les syndicats. Le gouvernement civil ordonne à la police d'empêcher les piquets de grève et de protéger les magasins qui en font la demande; cela n'empêchera pas l'extension du mouvement à divers centres commerciaux de la périphérie et sur les 21 000 travailleurs du secteur, 9000 sont en grève.

Des affrontements ont lieu entre piquets de grève et policiers: onze grévistes de la CNT sont une nouvelle fois détenus lors de la troisième journée de grève.

La solution du conflit semble lointaine, la direction patronale ne semblant pas disposée à négocier la convention unique. Le comité de grève annonce que le mouvement est suivi à 60 % et qu'il s'étend à la grande banlieue de la capitale. Les grévistes détenus le premier jour de grève sont relâchés le mercredi 27 décembre.

Les Commissions Ouvrières se tiennent en marge de la grève et désapprouvent cette action pour ces journées de préparatifs de fêtes.

Dans l'aspect syndical du conflit se remarquent, en plus de l'absence des Commissions Ouvrières (CCOO) qui justifient cette attitude par leur manque de représentativité, les divergences surgies au sein de l'UGT pour la décision de sa fédération provinciale du commerce de seconder la grève alors qu'au niveau national l'UGT la désavouait.

Jeudi soir, le comité de grève annonce que la grève est suivie à plus de 70 %. La présence de la police est constante dans les magasins, malgré cela les travailleurs se réunissent en assemblée générale et décident d'entreprendre une marche générale dans le centre de la ville où se trouvent la plupart des grands magasins.

La délégation du travail convoque les employeurs et les travailleurs pour le 10 janvier, dans le but d'entamer la négociation d'un compromis pour le secteur.

Cet arrangement n'est pas satisfaisant mais la grève prendra fin le samedi 31 décembre.

Le syndicat du commerce de la CNT a su par sa dynamique et sa pratique des décisions unitaires à la base mener avantageusement cette semaine de lutte. Le mutisme et la désapprobation des centrales syndicales réformistes et verticalistes n'ont pas découragé la révolutionnaire et anarcho-syndicaliste CNT, bien au contraire. Nous apprenons en dernière heure que dans les Asturies, des travailleurs écoeuvrés par l'attitude des centrales politiciennes, les quittent et rejoignent celle qui, combat après combat, redonne à l'Espagne du travail, l'espoir de son émancipation, la CNT.

Secrétariat aux Relations Internationales

## livres

par Maurice JOYEUX

## LA MÉMOIRE DU VILLAGE

par Léonce Chaleil

Stock Editeur

**L**A littérature paysanne, si abondante au milieu du siècle dernier et au début de ce siècle, est devenue rare, et aujourd'hui, lorsqu'on nous parle de la terre, on a trop souvent recours à une fausse rusticité qui replonge ses racines dans le monde paysan de la fin du dix-huitième siècle décrit par Rousseau ou extrait des tableaux bucoliques de Chardin ou de Greuze! La mémoire du village de Léonce Chaleil, que vient de publier Stock, nous replace heureusement dans une matière qu'ont illustrée Emile Guillaumin, Ernest Péron, Philéas Lebesgue, Georges Navel et quelques autres!

L'ouvrage paraît dans une collection «la vie des hommes» qu'on voudrait voir se développer et que dirige, entre autres, Max Chaleil qui est le fils du narrateur et qui, dans un avant-propos et une postface, nous présente Brignon, le village et la famille dont on va nous retracer l'existence «immobile» sur plus de cent ans, avant que la première guerre mondiale ne vienne mettre en marche cette mini-communauté millénaire devant laquelle l'histoire a passé sans s'arrêter! Mais comment cela est-il possible, nous dirait-on? Mais simplement par la mémoire de ces gens qui recueilleraient pieusement des livres de leurs anciens l'histoire de leur vie, que ceux-ci, qui ne savaient ni lire ni écrire, contaient le soir à la veillée, pour qu'elle ne fut pas complètement ensevelie dans le temps. Au centre du récit, Léonce Chaleil, un homme de soixante-dix ans, qui reçut de ses grands-parents le récit de l'arrière-grand-père qu'il n'a pas connu et qui vint s'installer à Brignon au milieu du siècle dernier.

Léonce Chaleil aime son village. Il nous le peint avec lucidité et à travers lui nous le voyons pareil à ces nombreux villages du Haut-Languedoc. Bâti sur un piton autour du château et de l'église, ses maisons arc-boutées les unes aux autres pour mieux se soutenir contre les vents, se mirent dans la rivière, le Gardon, qui coule dans la plaine avec une fausse langueur que de brusques colères démentent avec éclat. Un récit long et tranquille comme une journée consacrée à la fenaison, direz-vous? Détrompez-vous! L'auteur nous retrace les heures et les jours de ces paysans après au gain, chicanier, économe de leur argent, prodigues de leurs efforts, aux prises avec une vie difficile jalonnée de joies et de drames qui sont le tissu de l'existence mais qu'une étroite solidarité familiale et aussi une solidarité communautaire adoucissent. Et alors on est passionnément embarqué dans l'histoire de mille travaux qui sentent bon le bois, le cuir, le fer forgé, l'air chaud ou la bise qui coupe les visages, le parfum des plantes que le vent vous apporte dans son patient travail d'ensemencement des plaines et des bois!

A Brignon, on a gardé le souvenir des luttes âpres et sanglantes qui opposèrent pendant trois siècles les catholiques et les huguenots et les rapprochements que parfois l'amour ou l'intérêt imposent, laissent des traces profondes dans les familles. Le village est divisé en trois classes bien distinctes nées de ces affrontements. Les riches bourgeois installés sur des terres vendues comme biens nationaux pendant la révolution française de 1789, les petits paysans vivant sur des lopins de cette terre, qu'il faut sans cesse fixer au sous-sol pierreux pour l'empêcher de glisser dans la vallée les soirs d'orage et enfin les journaliers qui se louent dans les villages des alentours et quelques fois disparaissent hapés par Arles ou par Nîmes, les villes tentaculaires.

Si la vie du paysan est dure, celle de sa femme, maîtresse dans sa maison mais assujettie à l'homme partout autre part, est pire! Et on est effaré devant tous ces travaux qui pèsent sur les épaules de l'homme, de la femme et de l'enfant, même si le travail, nous dit l'auteur, qui naît avec le soleil et finit à la nuit, se fait à un rythme mesuré.

J'ai, en vous parlant de ce livre, l'impression de ne pas trouver les mots indispensables pour vous décrire la poésie des champs et des bois, des bêtes et des hommes, de la ferme et des espaces qu'on domine, des cœurs simples qui ont accepté cette vie dure dans le soucis que se continue le patrimoine. C'est pourtant un beau livre digne de votre bibliothèque où il doit trouver une place.

## théâtre

## LA ROSE ET LE CHOUX-FLEUR

Théâtre La Bruyère

Dans le genre des pièces du «Palais Royal», l'œuvre de Monsieur Jacques Pierre s'inscrit dans la tradition et, selon l'interprétation, peut s'orienter vers la 100<sup>e</sup> ou ne pas tenir. Ce que j'ai vu n'est pas encore parfaitement au point. Le couple des parents a beaucoup trop de fébrilité dans son interprétation. Crier un texte permet d'être entendu, malheureusement, mal articulé, ce texte n'est pas compris. Jouer trop vite ne sert nullement la pièce, il faut beaucoup plus de sobriété pour rendre ces personnages vraisemblables.

Cette idée d'un couple de jumeaux, nés de mère inconnue, offre une multitude de choix pour en tirer aussi bien un drame qu'un vaudeville. Ce qu'a choisi Monsieur Jacques Pierre est assez compliqué sans tomber cependant dans une inuraisabilité totale. Il y a les éléments d'un spectacle à succès, à condition de bien réussir l'ensemble. Avec une orientation poussée vers le jeu d'un comédien et non d'un gros comique, Patrick Bonnel équilibrera la pièce; Danièle Gilbert s'alignera sur son partenaire et elle réussira, j'en suis certain. Bonny Godillot est bonne. Si, elle aussi, articule mieux, tout ira bien. Claude Jensac compose, avec talent, une grand-mère à surprise. Arrivant de Ruffec, elle garde un peu de cachet régional, mais après un court séjour parisien, c'est une pin-up qu'on retrouve. Le travail de transformation tient ici du grand art. Messieurs Yves Brainville (le président) et Henri-Jacques Huet (le mari) sont excellents.

Francis AGRY

## Un poète et chansonnier anarchiste

## GASTON COUTÉ

Un fauteuil de président  
C'est fait pour mettre un cul d'dans!  
Le fauteuil de président!  
Qu'voulez-vous franch'ment qu'ça nous foute?  
Le fauteuil du président,  
Qu'un cul ou l'autr' soit d'dans?  
(L'élection du président de la chambre)

**E**N 1910, *La guerre sociale*, l'hebdomadaire antimilitariste de Gustave Hervé, tirait jusqu'à 60 000 exemplaires. Le 22 juin 1910, le chansonnier anarchiste Gaston Couté entrainé à *La guerre sociale*. Il allait y donner jusqu'à sa mort, le 28 juin 1911, plus de 70 «chansons sociales». Ce sont ces chansons que nous pouvons découvrir aujourd'hui dans un recueil de 168 pages que vient de faire paraître l'association *Le vent du ch'min*.

Rappelons que ces chansons satiriques, écrites au jour le jour sur un sujet d'actualité, constituaient un des plus sérieux moyens de propagande révolutionnaire. Elles se chantaient dans les ateliers, dans la rue, dans les manifestations en reprenant comme fond musical un «air connu».

... On n'veut plus crever su' l'turbin (bis)  
Pour nos bambins, nos bambins (bis)  
Crever de faim pendant  
Qu'un' poigné' de feignants  
Entassent des fortunes  
O cheminots (bis)  
Entassent des fortunes  
O! malheureux cheminots!  
(La Carmagnole des cheminots)

A cette époque, le sabotage faisait partie intégrante de l'action révolutionnaire, ce qui permettait à *La guerre sociale*, entre autre, de tenir régulièrement une rubrique «où les bons bougres se réjouissent» dans laquelle étaient répertoriés tous les sabotages de la semaine. Gaston Couté n'était pas de reste:

Cheminots, quel joli sabotage!  
Voilà du sabotag' parfait  
Et Mossieu Lépin' demand' qu'est-c' qui l'a fait?  
(Cheminots, quel joli sabotage!)

Bon bougres pour rigoler  
Chantons de la Grèu' perlé:  
Les bonn's aventur's ô gué!  
Les bonn's aventures!  
(Les joyusetés de la grève perlée)

Lépine était alors préfet de police. Pour lui, tous les moyens étaient bons pour lutter contre les révolutionnaires.

Rampex - ainsi que des vipères  
Dans les chemins creux de l'été -  
Parmi la boue et les ornières  
De la vieille société;

Allez répandre par le monde  
Votre venin, de toute part:  
Vous êtes des bêtes immondes,  
Mouchards!  
(Mouchards!)

A de telles méthodes, *La guerre sociale* répondait à la une d'un de ses numéros: «Faudrait-il tuer Lépine?». Gaston Couté, lui, se moquait:

I'n' peut plus passer aujourd'hui (bis)  
Un' semaine' sans fair' parler d'lui, (bis)  
Et d'façon tragique ou badine,  
Faut toujours qu'on caus' de Lépine...  
Ah! ah! ah! oui vraiment  
C'sacré Lépine est épataint!  
(Sa dernière... - Air: Cadet Roussel)

Les premières années de ce siècle, ce furent aussi la colonisation, les soldats tirant sur les grévistes en 1908 à Draveil et à Villeneuve-St-Georges, la crosse en l'air par le 17<sup>e</sup> de ligne, et, pour les fortes têtes... Biribi!

Allez! petits soldats de France  
Le jour des poir's est arrivé.  
Pour servir la Haute Finance  
Allez vous en là-bas crever! (bis)  
(La marseillaise des requins)

La gardienne qui défend  
Le Capital triomphant  
C'est l'Armée!  
Si ton père et tes frangins  
Font grève le mois prochain,  
Dans l'Armée  
Vers l'usine on l'enverra  
Sac au dos et l'arme au bras  
Toute armée,  
Pour tirer sur tes parents:  
Voilà pourquoi l'on te prend  
A l'Armée!  
(Chanson pour la classe)

Ainsi fut Gaston Couté pendant sa collaboration à *La guerre sociale*, fidèle aux textes que nous connaissons de lui sous le titre de *La chanson d'un gas qu'a mal tourné*.

De chansonnier engagé, il était devenu un chansonnier militant. Cela lui attira les foudres de la «Justice» et lui ferma, comme il se devait, de nombreuses portes de cabarets, seuls endroits où il pouvait gagner quelque argent.

Aussi, le 28 juin 1911, ce grand poète, ce «merle du peuple» (dixit Victor Méric) mourrait, à 31 ans, de maladie, mais surtout de misère.

Jean-Claude RICHARD

Les œuvres complètes de Gaston Couté, en 4 volumes, sont en vente à Publico.

## ANTINUCLÉAIRES, PAS RACISTES...

QUAND on manifeste contre la «coopération nucléaire» franco-sud-africaine, et que l'on est opposé à la venue en France de 40 ingénieurs et techniciens atomistes sud-africains (qui doivent s'installer à Villefontaine, dans l'Isère, non loin de Malville-la-folie), il paraît qu'on fait preuve d'un certain racisme.

Telle est du moins l'opinion de monsieur Henri Amouroux, l'éditorialiste du *Journal*, quotidien de droite lyonnais. Quelle étonnante découverte a fait à ce journaliste bourgeois, qui se met ainsi au service d'une bien triste cause (une de plus!) en voyant du «racisme» dans la protestation des adversaires de l'apartheid, qui condamnent à la fois une politique dangereuse qui vise à doter le gouvernement de Prétoria de l'arme atomique, et la répression de la police sud-africaine, qui arrête, emprisonne, torture, assassine les militants bantous opposés à la dictature fasciste de Vorster. Henri Amouroux n'est pourtant ni stupide ni aveugle : il est seulement hypocrite comme tout politiciard qui se respecte et, pour atténuer quelque peu la portée des balivernes qu'il débite sur le prétendu «racisme des antiracistes», il convient malgré tout qu'il existe de par le monde d'autres cas de racisme, autrement plus graves que celui qu'il invente de toutes pièces, ce qui lui donne une excellente occasion de s'en prendre à ses adversaires de la gauche et plus précisément aux communistes. Nous ne pouvons cependant qu'être d'accord avec ce qu'il dit, concernant les déportations par les soviétiques de populations entières (Baltes, Ukrainiens, Allemands de la Volga), ou les massacres abominables perpétrés au Cambodge par les Khmers «rouges», nouveaux maîtres de cet Etat du Sud-Est asiatique. Nous pourrions ajouter bien d'autres exemples, et d'abord la situation faite aux ouvriers immigrés dans notre France «libérale». Le racisme c'est d'abord le mépris, c'est vrai, c'est aussi la haine imbécile envers celui qui, parce que différent, est considéré comme inférieur, c'est l'ignorance de l'autre, la criminelle indifférence. Cette gangrène, les pays de race blanche n'en ont pas, hélas, l'exclusivité, cela aussi nous le disons, et sans aucune gêne, car nous en connaissons quelques uns de ces tyranneaux noirs ou jaunes, chez qui il vaut mieux ne pas trop «faire du tourisme», pour peu que l'on soit «étranger» et d'une autre couleur de peau.

Les anarchistes luttent sans faiblesse contre toutes les manifestations de racisme, contre toutes les discriminations, et, en ce domaine, ils estiment, et ils peuvent en être fiers, n'avoir de leçon à recevoir de personne.

Bernard LANZA

## Attentats...

### PSYCHOSE FIN 1977

C'est à gauche, la gauche légale, que s'exprime surtout la peur par des invectives contre la carence du pouvoir, sa non-volonté de mettre fin aux attentats, en sur-nombre ces dernières semaines.

«La CGT dénonce l'écrasante responsabilité du gouvernement». Il faut dire que Georges Marchais a eu droit à des coups de fusil tirés devant «sa résidence secondaire» (a-t-il lu Proudhon?) dans l'Yonne; cela du reste a fini dans la rigolade: un colis de saindoux pour le chef de file de l'opposition, un colis de saindoux pour le chef de l'Etat! Ce n'était même pas sérieux! De quoi vexer tout au moins les communistes.

François Mitterand s'indigne, lui aussi, et vitupère. Ce qu'il reproche à Giscard, Barre et Cie, c'est leur négligence, leur incapacité à réprimer la violence, c'est de ne «pas faire leur devoir»!

Mais d'abord qui sont les fauteurs de trouble? Tout le monde y va de sa bombe, de ses explosifs. Les Corses sont en première ligne. Et *Libération* commet une erreur, avançant que c'est la première fois (gare de Villepinte qui saute) que les dits Corses s'aventurent sur le continent avec leur plastic. Une nuit d'août 1977 - mais c'était la période des vacances et on ignore l'évènement - la gare d'Asnières faillit bien sauter aussi. L'attentat avorta, seules les vitres des riverains firent les frais de la casse. Mini-attentat revendiqué par le FNLC.

Tout le monde s'en mêle, les «anticorrida» de Carcassonne qui, non sans humour, lancent leur joujou contre les bureaux de la gendarmerie d'Alzonne, les «antinucléaire», les «anti-

consommation qui réduisent en cendres et poussière les magasins Fauchon, les «antifric» qui détruisent à Toulouse une

agence de la Caisse d'Epargne, mais surtout les antiliberté: crimes racistes qui prolifèrent, auxquels répondent des primes antiracistes.

Ce qui est grave, c'est qu'il y a amalgame voulu, confusion entretenue de tous ces attentats, qu'ils soient revendiqués par l'extrême-droite ou par l'extrême-gauche. Non que les attentats gauchistes soient plus défendables que ceux commis par les réactionnaires; ces derniers nous écoeurent, ils démontrent la froide détermination nazie de supprimer les races et les êtres qu'ils disent inférieurs. Les autres sont nocifs puisque des innocents paient souvent et pour rien; et ils sont inefficaces: les assurances rembourseront Fauchon qui ne perd rien et est assuré d'une pub gratuite. Certes, la révolte se justifie, et le désir de faire sauter une société pourrie... la révolution c'est tout de même autre chose. Et ce n'est pas la

## VIOLENCE ANARCHISTE ET RÉVOLUTION

LE mouvement écologiste a développé au cours de son irrésistible ascension vers les municipales et finalement dans la marche funèbre de Malville en juillet dernier, la pratique, l'esprit et le climat de la non-violence comme moyen pour parvenir à la société «nouvelle» pacifiste!

De nombreux camarades anarchistes ont participé et participent aujourd'hui encore à la lutte écologique qui s'inscrit, pour nous, dans la lutte globale, générale et radicale contre la société autoritaire, capitaliste et étatiste dans laquelle nous évoluons.

Cette lutte pose alors à tout militant écologiste, anarchiste, le problème du choix des moyens à mettre en œuvre dans l'acte révolutionnaire insurrectionnel.

Dans cette optique, le mouvement écologiste dans son ensemble, et certains militants libertaires, ont fait le choix exclusif de la non-violence comme moyen de pression et de persuasion dans la perspective d'un changement radical de société! Face à ce refus de l'affrontement violent avec les forces répressives et militaires du capital et de l'Etat, quelle est notre attitude?

Nous pensons tout d'abord que ce choix est le résultat d'une sous-évaluation de la nature réelle des forces répressives et militaires de l'Etat d'une part, et d'autre part dans le potentiel d'exploitation du système capitaliste, en nous persuadant que les détenteurs des moyens de production et de domination se laisseront déposséder sans rechigner, saisis par la grâce du juste droit des travailleurs spoliés.

Nous affirmons aussi que le choix de la non-violence fait par le mouvement écologiste découle conséquemment de son projet éducationniste, progressif et non-révolutionnaire, qui n'inscrit pas clairement, dans sa finalité, le communisme et l'anarchie, c'est à dire la destruction du capital et de l'Etat (et comment?); la société sans classes et l'autogestion généralisée!

Dès lors, devant ce flou programmatique, «il ne peut exister de processus révolutionnaire qui se meuve à l'intérieur de pratiques pacifistes et légales, sachant que les concepts de légalité et d'illégalité sont partis du système juridique bourgeois». (Lutte armée et travail de masse, ML 238). D'autant plus qu'«aux yeux de la bourgeoisie contemporaine tout est admirable qui écarte l'idée de violence. Nos bourgeois désirent mourir en paix...» (Georges Sorel: Réflexions sur la violence).

Il n'est qu'à regarder le «phénomène Baader» à travers les mass-médias qui exorcisent tout esprit de révolte «violente» dans l'opinion publique ahurie, hébétée et majoritairement «silencieuse», et pour cause!

Pour nous, révolutionnaires anarchistes, la violence n'est plus un problème moral, éthique, à travers lequel toute atteinte physique à l'intégrité humaine devient un crime hautement punissable (Dieu?). Notre violence ne se justifie pas par un droit ou aseptisée par une loi, avant son utilisation; elle ne se confond pas avec la force publique légale, légitime du pouvoir d'Etat et du capital qui n'ont pas d'égal dans la brutalité qu'ils imposent quotidiennement, à chaque instant, de manière systématique contre les individus opprimés et exploités par le salariat, dans les accidents de travail, les lois... la répression... la peine de mort... l'armée... les guerres... (voir ML Nov. 77, La violence et l'Etat).

destruction des entrepôts pour riches consommateurs, ce n'est pas l'anéantissement d'un petit local de gendarmes, ce ne sont pas ces petits jeux dangereux et inutiles qui instaureront une société meilleure.

Plus grave encore: cette vague de violence fait le jeu de la droite au pouvoir. C'est pourquoi le ministère de l'Intérieur, si habile dans la répression d'autres délits, ne fait rien ou presque rien. Plus l'insécurité sera grande, plus la trouille sera générale en France, plus les citoyens voudront un pouvoir fort, c'est à dire policier. Donc jusqu'à l'échéance de mars 78, la tactique gouvernementale est de laisser se multiplier les attentats, quelles que soient les organisations qui les revendiquent, c'est même de noyauter ces organisations et de les inciter à la violence, violence que Barre verra ensuite déplorer sur les écrans de télévision.

Notre violence correspond à une triste nécessité pour vaincre les obstacles qui barrent la voie à la révolution sociale, mais rien de plus. Car nous ne croyons pas, religieusement, que les classes dominantes, capitalistes et bureaucrates d'Etat, renonceraient à leurs privilèges économiques, sociaux et culturels sans y être absolument contraints!

L'affrontement violent est donc inévitablement inscrit dans la phase insurrectionnelle. Aussi nous concevons cette violence révolutionnaire anarchiste comme conséquence et fin d'une période «plus ou moins longue d'éducation, d'organisation, d'agitation intérieure, d'effervescence extérieure, de préparation à une action de masses» (Sébastien Faure: violence - Encyclopédie anarchiste), période durant laquelle nous ne rejetons pas systématiquement toute action ponctuelle non-violente.

Avec Malatesta, nous dirons également que «nous ne sommes pas pacifistes, parce que la paix est impossible si elle n'est pas voulue des deux parties» (violence - Encyclopédie anarchiste). Et comment pourrait-elle l'être dans ce système où le travailleur est la victime et le capitaliste le bourreau, où la lutte exige l'écrasement de l'un des deux protagonistes?

Elle ne peut être non plus cette «paix sociale» que prône aujourd'hui comme hier la droite et sinistrement la gauche réformiste et les syndicats dans le laisser-aller (conjuncture?) de la collaboration de classes où des travailleurs se sont engoués!

La violence est donc une arme dans la lutte des travailleurs contre leurs ennemis de classe: le capital et l'Etat. Elle est aussi nécessaire à leur auto-défense face aux agressions dont ils sont victimes. Et en cela les anarchistes ne peuvent pas la refuser.

Groupe Emma Goldman

Ce qui est certain, c'est que tous veulent la répression; la gauche, tout de suite, surtout si les communistes font les frais de la violence, la droite... après les élections. On peut parcourir toute la presse officielle ou réformiste sur les dramatiques événements de la dernière quinzaine, aucun quotidien n'analyse les causes, ne dénonce la société elle-même, l'Etat, l'appareil d'Etat. Le seul remède que suggère la gauche à la droite, c'est la répression, pour endiguer la marée montante de la violence.

Non aux attentats s'ils sont inefficaces, qui tuent les innocents et servent le régime! mais non, encore bien plus, à la répression! Qu'on songe à l'Allemagne, au Maroc, à l'Indonésie... qu'on n'oublie pas non plus l'attentat perpétuel, celui de l'Etat qui ligote et tue la liberté, l'égalité entre les hommes.

Marie-Madeleine HERMET